

L'engagement politique dans les sociétés démocratiques



Je révise et je me perfectionne

Quelles sont les formes et les causes de l'engagement politique dans nos démocraties ?

1. Définition

Si les enquêtes des politistes montrent une défiance grandissante des citoyens face aux institutions et aux représentants politiques, signe d'une certaine « crise du politique », le déclin (réel) de la participation politique conventionnelle (vote, adhésion à un parti politique) ne doit pas masquer le fait que l'engagement politique actif sur les questions de société reste vivace. La participation politique non conventionnelle reste forte, notamment à des fins de protestation (manifestations, actions spectaculaires). Les motivations de l'engagement politique sont complexes à appréhender, entre les déterminations sociales et la recherche de l'intérêt personnel, mais elles conduisent à nuancer l'idée du déclin des passions politiques.

2. Le cours

2.1 La participation politique conventionnelle

Depuis trente ans le taux d'abstention aux élections est en progression en France (voir focus). Ce constat suscite d'autant plus l'inquiétude que la démobilisation électorale touche très inégalement les milieux sociaux. Ainsi, le taux d'abstention dans les quartiers prioritaires de la ville décrit une aggravation de la ségrégation électorale : même si les milieux populaires constituent toujours une majorité sociale, ils constituent de plus en plus une minorité électorale. Si les partis politiques sont traditionnellement critiqués dans les démocraties (tendance



oligarchique au sens de R. Michels, pression des intérêts privés sur leur action, inclination à la bureaucratisation, à l'élitisme et au carriérisme), on constate également un affaiblissement de *l'engagement militant* en leur sein, marqué par la chute drastique du nombre de leurs adhérents depuis le début des années 1980. Parallèlement, d'autres institutions qui contribuent au fonctionnement du système représentatif se sont affaibli, à l'instar des syndicats (qui jouent un rôle de *contre-pouvoir* au sein des démocraties en représentant les intérêts de leurs adhérents et en contribuant à la gestion de la protection sociale par exemple). Ces manifestations de remise en cause de la représentation, si elles sont perceptibles à des degrés divers dans toutes les démocraties occidentales, seraient dès lors le symptôme d'un malaise plus profond touchant au rapport entre les gouvernants et les gouvernés au sein des sociétés. Ainsi, on constate dans les enquêtes (notamment celles du CEVIPOF de Science Po) que les électeurs semblent moins attachés aux institutions représentatives et leur font moins confiance pour les représenter. Les participants systématiques aux élections, ceux qui sont inscrits et votent régulièrement, ne constituent que la moitié du corps électoral potentiel (moins encore en Grande Bretagne et aux États-Unis) et ces taux tendent à diminuer dans les démocraties occidentales. On parle ainsi d'un abstentionnisme de condition : on constate que l'abstentionnisme électoral touche d'abord ceux qui sont le moins intégrés à la société politique et les moins bien insérés socialement qui ont tendance à s'auto-exclure (plus on a un statut social bas, moins on a de diplômes, moins on a de patrimoine, plus on s'abstient). Mais on évoque également un abstentionnisme de choix, dans la mesure où la plupart de ceux qui s'abstiennent le font de manière intermittente, ce qui validerait l'idée d'un électeur rationnel et informé. Le niveau d'abstention évolue pour partie en fonction des coûts et des bénéfices liés à un scrutin donné. On constate ainsi que l'abstentionnisme augmente quand les scrutins se multiplient, quand les positions des candidats qui forment l'offre politique sont plus proches, ou lorsque l'enjeu est plus ou moins politiquement et médiatiquement considéré comme important. Il faut toutefois noter qu'à côté de cet abstentionnisme de conjoncture (qui reste attaché globalement au système politique), voisine un abstentionnisme « anti-politicien » qui relève de la protestation contre le personnel politique en place et qui peut se transformer parfois en un vote extrême (s'abstenir c'est alors voter contre le système).

2.2 Les autres formes de participation politique

Pour comprendre la non-participation politique et la volatilité électorale, il faudrait ainsi combiner les variables sociologiques et les stratégies des acteurs (ces déterminants valant également pour les autres formes d'engagements syndicaux,

associatifs, et seraient variables selon les tempéraments et les cultures politiques des nations). Pourtant, le déclin des partis traditionnels n'a pas empêché l'essor d'autres types de formations intégrées au jeu politique traditionnel (à l'instar des partis écologistes par exemple comme l'a démontré le succès emporté aux dernières élections européennes) moins hiérarchisées, conformément aux évolutions de la stratification sociale, comme l'affaiblissement des identités de classe et la montée des classes moyennes.

La désyndicalisation doit aussi être relativisée, dans la mesure où les organisations représentatives sont concurrencées par des organisations plus ponctuelles qui peuvent agir dans le cadre des « nouveaux mouvements sociaux » (comme les coordinations étudiantes, etc.) caractéristiques des sociétés « post-matérialistes » (selon le concept du sociologue Ronald Inglehart), au sein desquelles une partie des enjeux se déplacent vers la sphère culturelle, même si les problèmes économiques et sociaux ont fait ressurgir les enjeux matérialistes. Les modes de représentation se transforment et tendent à échapper aux institutions représentatives traditionnelles : les *associations* (mouvement des « sans », Droit au logement, AC ! Agir contre le chômage, etc.) renouvellent les cadres de l'action collective en jouant notamment sur la présence médiatique pour défendre une cause, en devenant ainsi des interlocuteurs crédibles (mouvement des Enfants de Don Quichotte), tandis que les *groupes d'intérêt* concourent à la représentation (c'est le cas dans la tradition américaine où ils ont le droit de cité) en permettant à un certain nombre de catégories d'exprimer leurs souhaits et éclairer de cette manière la décision publique (en pesant sur l'agenda politique et l'orientation des politiques gouvernementales). Ces mutations perceptibles s'inscrivent plus généralement dans les débats sur l'opportunité de dépasser le modèle traditionnel de la démocratie représentative et de créer les conditions permettant d'obtenir une implication plus grande des citoyens dans l'espace public.

La *participation politique non conventionnelle* renvoie donc à l'ensemble des comportements protestataires et à d'autres répertoires d'action politique, peu encadrés par des règles clairement définies, et qui confrontent directement les citoyens au pouvoir, sans passer par les représentants traditionnels (pétitions, occupations de bâtiments, grèves de la faim, etc.). Il n'existe pas de limite claire qui permettrait de distinguer, de façon univoque, les pratiques conventionnelles des non conventionnelles (les manifestations du 1er mai sont assez conventionnelles, alors que celles organisées par les altermondialistes le sont moins). Il semble ainsi plus pertinent de considérer que la participation politique peut simplement relever d'une logique plus ou moins conventionnelle. Les formes de la participation politique dites « non conventionnelles » se développent, et les enquêtes montrent que le « potentiel protestataire » est élevé (proportion de gens qui se déclarent prêts à signer une pétition, manifester, participer à une occupation de locaux, etc.). Les



« nouveaux mouvements contestataires » se sont multipliés (DAL, RESF, ATTAC, mouvement des « gilets jaunes », etc.), de nouveaux enjeux écologiques et culturels apparaissent et suscitent des mobilisations (Act Up, Greenpeace, etc.). Il n'y a donc pas dépolitisation, mais redéfinition des pratiques politiques. La participation politique non conventionnelle relativement importante des jeunes se fonde sur un désir d'autonomie, et sur la volonté de pouvoir suivre ses convictions au plus près, sans compromis, notamment par le biais d'une consommation engagée. Ce refus des étiquettes politiques et des pratiques politiques conventionnelles est à relier à certains mouvements de fond, comme la montée de l'individualisme.

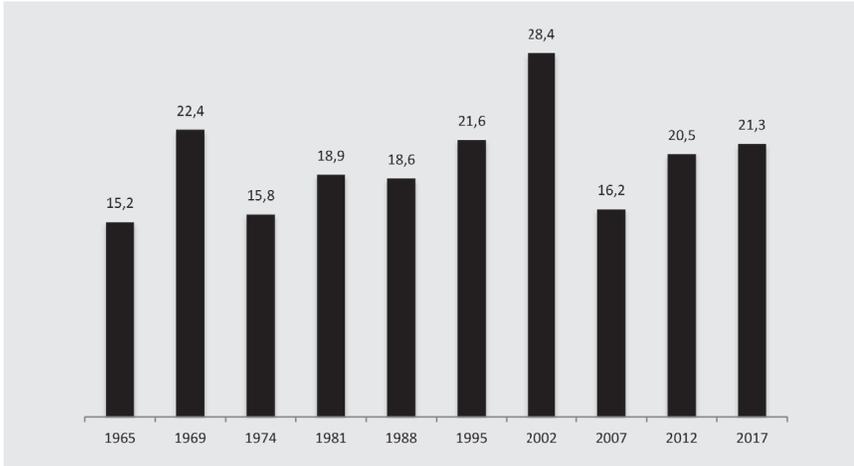


Focus sur La montée de l'abstention

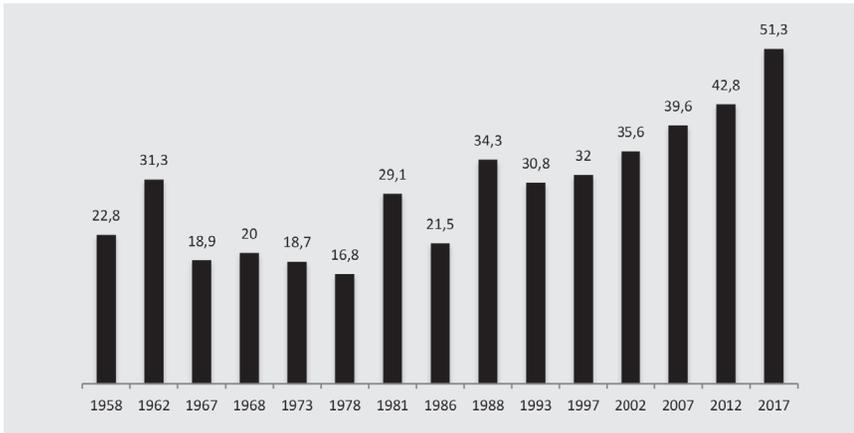
« L'abstention a atteint 50 % lors des élections européennes de mai 2019, en baisse de sept points par rapport à 2014 et de dix points par rapport à 2009. La tendance à la progression enregistrée depuis 1979 (l'abstention atteignait alors 40 %) semble donc enrayée, ce qui n'est pas le cas pour d'autres types de scrutins. Les débats sur la participation constituent un classique des débuts de soirée électorale. Le plus souvent on déplore le comportement d'une partie de la population qui ne fait pas son devoir, sans discuter des causes structurelles du phénomène. Avec 51,3 %, l'abstention avait atteint un niveau record au premier tour des élections législatives de 2017. Dans les années 1970, la participation était supérieure à 80 %. L'abstention a ensuite progressé de façon régulière, pour dépasser la moitié des inscrits, niveau habituellement réservé aux élections cantonales ou régionales. En revanche, l'élection présidentielle échappe à la désaffection. En 2002, l'abstention s'était située à un niveau élevé (28,4 %), mais en 2007 elle avait atteint l'un des niveaux les plus faibles de toute la V^e République (16,2 %). En 2017, elle s'est placée à un niveau intermédiaire (21,3 %), dans la moyenne des précédents scrutins, sous son niveau de 1969.

L'abstention progresse depuis le début des années 1980 aux élections locales. Le premier tour des élections régionales de décembre 2015 a été marqué par un niveau très élevé, similaire à celui de 2010, près d'un électeur sur deux ne s'étant pas déplacé. Les cantonales ont toujours connu une forte abstention : les élections de 2011 ont enregistré un record (55,6 %), mais le score de 2015 (49,9 %) est comparable à celui de 1973 (46,6 %). 36,5 % des inscrits n'ont pas voté au premier tour des élections municipales de mars 2014, ce qui n'était jamais arrivé auparavant ».

Source : Centre d'observation de la société, 2019. <http://www.observationsociete.fr/modes-de-vie/vie-politique-et-associative/participationvote.html>

Document Abstention à l'élection présidentielle

Source : Ministère de l'Intérieur – Premier tour – en %

Document Abstention aux législatives

Source : Ministère de l'Intérieur – Premier tour – en %

**Conseils pour le bac**

- Ce thème nécessite de distinguer la participation politique conventionnelle (vote particulièrement) et la participation politique non conventionnelle (manifestations, etc.) pour comprendre les différentes formes de l'engagement politique.
- Il faut ici insister sur le modèle du « paradoxe de l'action collective » selon Mancur Olson, en apprécier la portée, mais aussi les limites, pour comprendre l'engagement et la mobilisation politiques dans les démocraties.
- Il faut expliciter aussi dans ce chapitre la pluralité des mécanismes qui peuvent pousser à l'engagement politique (incitations sélectives, gratifications matérielles et symboliques, opportunités politiques et enjeux mobilisateurs, etc.)
- Enfin, il faut montrer la pluralité des causes en faveur desquelles l'engagement politique se déploie (conflits du travail, luttes minoritaires et identitaires, etc.)

3. J'approfondis. Les déterminants multiples de l'engagement politique

Le sociologue Mancur Olson a développé un modèle théorique qui montre le caractère peu rationnel de l'engagement politique. En effet, si l'individu procède à un calcul des coûts et des avantages de son action, la stratégie la plus rationnelle dans le cadre d'une grève par exemple, consiste à se comporter en « passager clandestin » (*free rider*). Il s'agit alors de bénéficier des acquis du mouvement et de la grève (hausse de salaire, améliorations des conditions de travail), sans en payer le prix (journées de salaires retirées par exemple). C'est la raison pour laquelle les organisations de grande taille mettent en place des incitations sélectives diverses : monopole des syndicats sur l'embauche (que l'on appelle le *closed shop*) ou les promotions, accès à des services à des prix préférentiels, etc. La participation politique peut être facilitée par l'octroi de gratifications (rémunérations matérielles directes, emplois permanents, poste de responsabilité) mais aussi par la possibilité de se constituer un réseau social (connaissances, etc.)

Si ce modèle du « passager clandestin », fondé sur la logique du calcul rationnel et de la recherche des avantages économiques, peut contribuer à expliquer pourquoi dans les grandes démocraties l'engagement politique concerne une minorité d'acteurs, il comporte certaines limites, puisqu'il ne prend pas en compte les autres motivations (morales ou identitaires) qui peuvent pousser à s'impliquer dans une action collective. Certaines gratifications de l'engagement

politique peuvent être symboliques avec la possibilité d'acquérir une culture, d'entretenir une sociabilité festive, de rechercher la valorisation de soi, et il y a alors une véritable dimension identitaire à l'engagement politique.

L'une des explications de l'engagement politique consiste à mettre l'accent sur les pressions exercées par le groupe social qui transmet des valeurs et des références communes. Certains auteurs, comme Charles Tilly et Anthony Oberschall ont insisté, dans le cadre de la théorie de la mobilisation des ressources, sur le rôle des réseaux de sociabilité (appartenance à une association, une communauté, etc.) qui favorisent plus ou moins l'engagement politique. Cette explication montre qu'une même position dans la structure sociale et l'appartenance à une classe sociale peuvent influencer la propension à l'engagement politique. Il faut toutefois noter que le contexte social et politique peut également influencer l'engagement (apparition de certains enjeux déclenchant l'envie de s'engager), de même que l'organisation des institutions politiques avec par exemple le mode de scrutin (à un tour ou deux tours, majoritaire ou proportionnel). Enfin il faut rappeler que la socialisation politique au sein de la famille peut jouer un rôle important, en développant un intérêt plus ou moins fort pour l'engagement politique.

L'engagement politique dépend aussi de la capacité des mouvements sociaux à mobiliser différentes ressources afin d'inciter les citoyens à s'engager en faveur de leur cause. En rassemblant des moyens d'action, les dirigeants d'un mouvement peuvent alors devenir des « entrepreneurs » d'une cause à défendre.



Bibliographie

- Cécile Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention : Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires*, Folio, 2007.
- Jean Baudoin, *Introduction à la science politique*, Dalloz, 2017.
- Philippe Braud, *Sociologie politique*, LGDJ, 2016.
- Philippe Braud, *La science politique*, PUF, 2017.